

Burundi : l'opposant Agathon Rwasa et son parti dans la tourmente

RFI, 25/05/2023 Au Burundi, après avoir perdu en 2011 le leadership de son parti historique, l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL), au profit d'un homme proche du pouvoir actuel, Agathon Rwasa et le parti qu'il a créé depuis lors, le Conseil national pour la liberté (CNL), sont de nouveau dans la tourmente.

Le ministre de l'Intérieur vient de lui écrire pour lui annoncer qu'il a retoqué les décisions prises lors de deux congrès organisés en février et fin avril de cette année, avec son autorisation. Ces deux congrès entraîneraient un changement des statuts et règlements d'ordre intérieur à un nouveau redécoupage administratif du pays, ce que l'opposant conteste totalement. Le ministre burundais de l'Intérieur invoque dans sa correspondance deux raisons pour justifier sa décision. Martin Niteretse explique qu'après avoir analysé les conclusions de ces deux congrès. Il a constaté que le parti CNL n'a pas respecté ses propres statuts et règlement d'ordre intérieur dans leur organisation, avant d'ajouter qu'il a également été saisi sur ces mêmes irrégularités par de hauts cadres de ce parti qui ont été évincés du bureau de ce parti. Le ministre de l'Intérieur exige donc d'Agathon Rwasa de procéder au préalable à une réunification du bureau politique, avant d'organiser de nouveaux congrès de son parti respectueux de la loi et auxquels prendront part des représentants du ministère en tant qu'observateurs. De quoi faire voir rouge à Agathon Rwasa qui dénonce une violation de l'article 10 de la loi sur les partis politiques qui interdit toute ingérence des pouvoirs publics dans le fonctionnement interne des partis politiques, sauf dans un cas bien précis. Comment est-ce qu'il peut être induit en erreur et dire qu'il ne reconnaît pas les décisions des deux congrès alors que ce sont des congrès qui ont été tenus régulièrement. S'il devait se prvaloir de la loi, l'article 2 de cet article 10 dit que le ministre intervenir au cas où il y a des risques de haine ethnique, régionale ou religieuse. Or, ce n'est pas le cas. Il en est convaincu. Tous les voyants sont rouges, l'économie est par terre, il s'agit, dit-il, d'une tentative de déstabiliser et d'affaiblir le principal parti d'opposition avant les élections législatives prévues dans deux ans. Aucun responsable burundais n'a voulu réagir jusqu'hier dans la nuit.